

# Greenwashing : le grand défi des régulateurs des fonds ESG

Alors que les Etats-Unis commencent à épinglez de grands gérants d'actifs soupçonnés de tromper les investisseurs sur leur engagement ESG (social, environnemental et de gouvernance), l'Europe a aussi fait du greenwashing une priorité. Avec peu de résultats, pour le moment. La faute, en partie, à une réglementation encore floue.



En France, l'Autorité des marchés financiers mène cette année des contrôles de terrain chez les sociétés de gestion. (Shutterstock)

Par [Amélie Laurin](#)

Pour mettre de l'ordre dans le Far-West de la finance durable, le shérif américain des marchés financiers a commencé son tableau de chasse. DWS, [Goldman Sachs Asset Management](#), BNY Mellon Investment Management... En seulement quelques mois, la Securities and Exchange Commission a ouvert des enquêtes sur trois grands noms de la gestion d'actifs, soupçonnés de tromper leurs clients sur leur engagement ESG (environnemental, social et de bonne gouvernance).

BNY Mellon a accepté de payer 1,5 million de dollars pour mettre fin aux poursuites. Le chèque est modeste, mais c'est une première mondiale. Le patron de DWS a, quant à lui, [quitté son poste](#) début juin, sous la pression et après une spectaculaire perquisition à Francfort, au siège de la société et de sa maison mère Deutsche Bank.

## « Culture de la concurrence »

« Les enquêtes américaines ont fait du bruit. Le sentiment d'impunité va disparaître petit à petit et c'est une bonne chose car il y a trop de marketing et de communication autour de l'ESG », estime Boutros Thiery, directeur des solutions d'investissement du consultant Mercer en France.

« Aux Etats-Unis comme en Europe, 2022 marque l'année où le greenwashing [écoblanchiment, NDLR] prend une place encore plus grande dans le travail des autorités compétentes », affirme Philippe Sourlas, secrétaire général adjoint chargé de la gestion d'actifs à l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le régulateur français en a fait l'une de ses priorités, tout comme l'Esma, le superviseur européen.

Pour autant, malgré l'avance réglementaire de l'Europe, et de la France en particulier, ce sont les Etats-Unis qui ont frappé les premiers, avant même d'[établir leur propre doctrine](#) sur la finance responsable. « Il y a une forte culture de la concurrence outre-Atlantique, où le régulateur est très attentif au respect des règles de commercialisation non trompeuse », décrypte Boutros Thiery.

## Effet Mif 2

En Europe, la pression s'accroît avec l'entrée en vigueur, début août, de la [version révisée de la directive Mif 2](#), qui régit la vente de fonds en Europe. Les distributeurs d'épargne seront alors tenus d'interroger les clients particuliers sur leurs préférences en matière de durabilité. Un coup de pub massif. « Mif 2 va donner un élan supplémentaire aux produits ESG », estime Philippe Sourlas.

Encore confidentiel il y a quelques années, l'ESG est devenu incontournable dans la gestion d'actifs, dopé par la crise climatique et les défis sociétaux ravivés par la crise du Covid. Malgré des performances mitigées et une collecte moins soutenue au premier trimestre, les fonds durables sont incontournables, avec près de 2.800 milliards de dollars d'actifs, selon Morningstar.

## Multiplés définitions

De quoi susciter les convoitises... et le greenwashing. « Il y a un décalage entre l'offre et les attentes des clients, estime Agnès Lossi, associée du cabinet Indefi. L'ESG souffre d'une multiplicité de définitions et d'exigences, très différentes d'une région à l'autre ».

Sur le terrain, « une grande partie des polémiques actuelles vient de l'intégration ESG, estime Boutros Thiery. Elle se limite le plus souvent à sélectionner des sociétés mieux notées du point de vue ESG par des fournisseurs de données externes ».

Les [notations extra-financières](#) reposent sur des données fournies par les entreprises elles-mêmes... ou extrapolées. Un terreau idéal pour des scandales comme celui du groupe de maisons de retraite Orpea, [plébiscité par les fonds ESG](#) avant les révélations sur de nombreux dysfonctionnements.

Malgré un malaise croissant, [très peu d'enquêtes](#) de greenwashing ont été rendues publiques en Europe. Et aucune en France. L'AMF reste muette sur d'éventuels dossiers en cours, mais elle a lancé cette année une série de contrôles spécifiques (« spot »).

## Identifier les bons élèves

L'objectif de ce travail « chronophage et ambitieux » ? « Nous voulons vérifier comment, sur le terrain, les sociétés de gestion mettent en oeuvre leurs engagements en matière de finance durable, pour regarder derrière l'étiquette des fonds », explique Philippe Sourlas. Les résultats seront connus en 2023.

« Il n'est pas certain que ces contrôles débouchent sur des transactions ou renvoient devant la Commission des sanctions de l'AMF car il s'agit avant tout d'une mission pédagogique, décrypte Hannah Rossiter, responsable du conseil en conformité chez Kroll France. Elle vise à identifier de bonnes pratiques, deux ans après la publication de la doctrine AMF sur la finance durable et un an après l'entrée en vigueur de SFDR [Sustainable Finance Disclosure Regulation, NDLR]. »

## Aucun contrôle sur SFDR

Ce règlement européen crée plusieurs niveaux de reporting sur la durabilité des fonds. Il a conduit les sociétés de gestion à placer des milliers de fonds dans les catégories les plus élevées (article 8 ou 9)... [sans aucun contrôle](#) .

« Les textes européens restent très flous et posent beaucoup de questions d'interprétation, constate Philippe Sourlas. Nous souhaitons des clarifications de la Commission européenne sur SFDR, et un standard minimum pour les fonds article 8, mais sur ce point ce ne sera probablement pas pour cette année ».

Comme un aveu d'impuissance, la BaFin, le régulateur allemand, a suspendu sa consultation sur les fonds durables en raison de l'incertitude réglementaire, a dévoilé le média spécialisé IPE.